

le pouvoir aux travailleurs

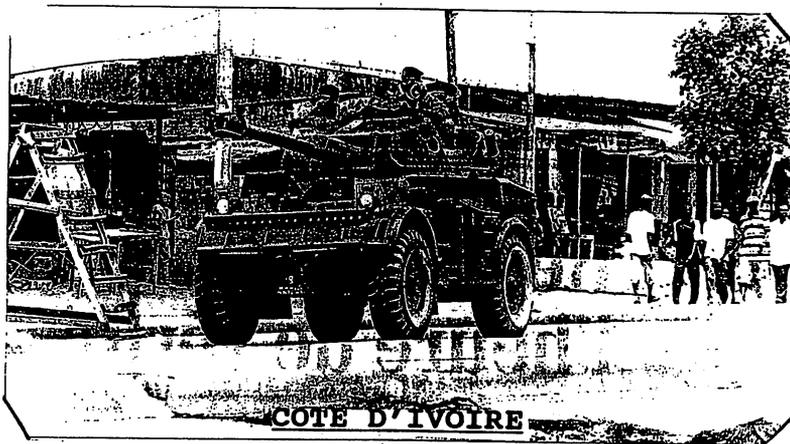
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 05 AVRIL 2004

N° 308 PRIX 0,60 euros



UN MASSACRE

QUI EN DIT LONG

SUR LA NATURE DU REGIME

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorialpage 3
Côte d'Ivoire:
- histoire d'une
tragédie
- Avec l'"ivoirisa-
tion des emplois, la
xénophobie a un
avenir assuré (P.5)Page 8
Casamance: région
sinistréePage 9
Mali: camps militai-
res dirigés par les
USAPage 10
- Il y a dix ans, le
génocide rwandais
- Africagora: une
escroquerie politique
au service des
politiciens ambitieuxABONNEMENT
FRANCE:1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.ETRANGER :Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.ADRESSE :Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY CedexCOTE D'IVOIRE**UN MASSACRE
QUI EN DIT LONG
SUR LA NATURE DU REGIME**

Le jeudi 25 mars, à Abidjan et ses environs, des dizaines de personnes ont été massacrées, tuées comme des chiens, par les forces armées régulières au service de Gbagbo.

Quels crimes avaient donc commis ces pauvres gens, pour mériter un tel sort ? Celui d'avoir répondu à l'appel à la manifestation lancée par des dirigeants du PDCI et du RDR ? Celui d'être dioulas ou originaire du Nord ? Toutes ces malheureuses victimes ont été tuées dans les quartiers populaires par des forces armées assassines et xénophobes, au service d'un pouvoir dictatorial ! Au lendemain de ce massacre, alors que les gens pleurent leurs morts, Gbagbo pousse le cynisme jusqu'à exprimer à l'endroit de ces massacreurs ses "vives félicitations pour le sang-froid avec lequel ils se sont acquittés de leur devoir".

Pendant que la radio et la télé diffusent des spots appelant "les ivoiriens à désarmer les coeurs et les esprits", combien d'innocentes victimes continuent d'être torturées et tuées dans les commissariats et les casernes ?

Après de telles atrocités, s'ajoutant à celles perpétrées dans le passé récent, comment croire que ce pays puisse sortir du cycle de violence dans lequel il est entré depuis quelques années ?

Les temps qui viennent n'augurent rien de bon pour les populations pauvres de ce pays. Les dirigeants politiques opposés à Gbagbo et qui réclament son départ ne valent pas mieux que lui. De plus, Gbagbo et ses partisans montrent qu'ils sont déterminés à s'accrocher au pouvoir, de même que leurs adversaires de l'opposition cherchent à les y déloger.

La classe ouvrière doit se méfier comme de la peste de toutes ces crapules cravatées qui sèment la mort et la haine dans leur compétition pour le pouvoir. Tous ces dirigeants du FPI, du PDCI, du

RDR et consorts comptent parmi les pires ennemis des travailleurs et sont tous des fidèles serviteurs des intérêts des riches dont ils font eux-mêmes partie.

COTE D'IVOIRE

L'HISTOIRE D'UNE TRAGEDIE

Le régime de Gbagbo a donc mis à exécution ses menaces d'empêcher la tenue de cette manifestation appelée par le PDCI, le RDR et leurs alliés. Les forces armées ont tué des dizaines, peut-être des centaines de personnes. Le bilan macabre n'est pas encore définitif.

Les faits sont là. Ce n'est pas parce que la manifestation devait converger sur la Place de la République qui posait problème à la dictature au pouvoir. C'est la manifestation elle-même. Voilà pourquoi, ces assassins au service de Gbagbo ont quadrillé les quartiers populaires et empêché tout rassemblement dans le sang, tuant et terrorisant des gens jusque dans leur cour.

A l'origine de cette marche la mangeoire...

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les opposants à Gbagbo qui participent malgré lui dans son gouvernement se plaignent de ne pas pouvoir placer leurs propres partisans dans les structures liées à leurs ministères. Après tout, tous ces dirigeants de partis politiques, depuis le FPI jusqu'au PDCI, en passant par le RDR et autres Forces Nouvelles, ont en commun de lutter dans l'objectif d'obtenir quelques postes juteux pour eux et leurs clans respectifs où ils pourront s'enrichir. Tout le blabla sur leur prétendue différence n'est que pur boniment.

C'est ainsi que le PDCI qui

détient le ministère lié aux "infrastructures", dont le Port Autonome d'Abidjan, estime que la direction de cette importante structure lui revient de droit. Ce que le FPI n'entend pas céder. C'est ainsi que l'occasion a été toute donnée au PDCI de suspendre sa participation au gouvernement de Seydou Diarra.

... et les élections de 2005 qui se profilent à l'horizon

Si le FPI est en campagne électorale pour la présidentielle depuis longtemps, ce n'est pas le cas pour ses adversaires du PDCI, du RDR et consorts. De plus, si les élections se tiennent, le FPI ne veut surtout pas les perdre parce qu'il ne veut pas lâcher le pouvoir qu'il détient. Houphouët, Bédié ou Guei, lorsqu'ils détenaient respectivement le pouvoir, en leur temps, se comportaient de cette même façon. Or, les autres prétendants au pouvoir ne sont pas prêts à laisser Gbagbo le monopoliser.

Une coalition se dessine

L'occasion était toute trouvée pour Bédié, Ouattara et compagnie, de boycotter le gouvernement de coalition dans lequel leurs partis participent, en présentant évidemment leur propre lecture des accords de Linas-Marcoussis. L'objectif inavoué de cette coalition étant évidemment de déstabiliser le pouvoir de Gbagbo que l'arrivée prochaine des casques bleus en Côte d'Ivoire risquait en

plus de consolider.

Une manifestation que le régime
FPI ne pouvait pas accepter...
un massacre prémédité

Les dirigeants des partis politiques savaient tous, à commencer par Gbagbo, Affi N'Guessan et consorts que si les partisans de Bédié, de Ouattara, de Guei s'installaient une seule fois dans la rue, ils n'allaient plus la quitter jusqu'au départ de Gbagbo du pouvoir. Cette fois-ci, les cris des manifestants n'auraient pas été "Gbagbo voleur !", comme cela a été le cas, à juste raison, pour Bédié en 1999. Mais les cris ressembleraient plus probablement à "Gbagbo assassin !" "Gbagbo dictateur !" Voilà pourquoi le régime FPI ne pouvait prendre le risque de laisser cette manifestation se tenir. Il leur fallait coûte que coûte interdire toute manifestation de rue qui risquait de sonner le glas du pouvoir FPI. C'est ainsi que Gbagbo a interdit toute manifestation par décret, alors que le PDCI et ses alliés avaient déjà annoncé la date de la manifestation.

Affi N'Guessan avait exigé la "fermeté du gouvernement" d'empêcher "l'anarchie de s'installer" et de faire respecter "la loi et l'ordre". On l'a vu, avec quelle "fermeté" les forces armées fidèles au FPI ont tué, massacré d'innocentes victimes.

Le PDCI, le RDR et les Forces
Nouvelles enfonce le clou

L'occasion était belle pour le RDR et ses alliés pour suivre le PDCI et suspendre en bloc leur participation au gouvernement de Seydou Diarra. Mais ils ne s'en tiennent pas seulement à ça. Depuis lors, ils continuent chaque jour à appeler leurs partisans à manifester. Même si aucune manifestation de l'opposition n'a eu lieu, le seul fait d'appeler à une manifestation suffit aujourd'hui pour paralyser Abidjan et son activité économique, tellement la

population est traumatisée par les événements du 25 mars. C'est là, vraisemblablement, l'objectif sciemment recherché par les opposants de Gbagbo, pour tenter de l'affaiblir.

Une dérive ethnique se profile
de nouveau à l'horizon

Avec les massacres du 25 mars, l'affaire risque à nouveau de prendre un caractère ethnique. Déjà dans les quartiers populaires, des rumeurs folles circulent d'un côté comme de l'autre. Les cours sans portail sont désertées la nuit. Les habitants craignant un règlement de compte ethnique, voire des provocations, après les tueries du jeudi. Les quartiers s'organisent par affiliation ethnique, aggravant ainsi la situation déjà tendue.

Aujourd'hui, plus que jamais, une dérive opposant des groupes ethniques les uns contre les autres est à craindre. Le pays risque de rentrer pour une longue période dans une division ethnique. Et dans sa lutte pour conserver le pouvoir Gbagbo et sa bande n'hésitent pas à s'appuyer sur les sentiments ethnistes et xénophobes même s'ils affirment le contraire. S'ils parviennent à entraîner de plus en plus de gens dans cet engrenage, ce sera une vraie catastrophe pour les populations pauvres et la classe ouvrière de ce pays. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui n'est pas encore le Rwanda d'il y a dix ans où en cent jours l'exacerbation des sentiments ethniques s'était soldée par des centaines de milliers de morts. Mais de dérives en dérives, on pourrait très vite en prendre le chemin.

Et l'armée?

Les forces armées régulières constituent-elles une solution pour le FPI, quand on sait que la hiérarchie y est elle-même divisée, justement à cause de la haine ethnique qui mine ce pays? Sans

oublier que les forces armées du temps de Bédié lui étaient fidèles jusqu'au jour où en 1999 un coup d'Etat l'a balayé, venu de cette même force armée. Aujourd'hui, le problème est du même ordre pour Gbagbo. En tout cas, lui, il semble le craindre, puisqu'il a non seulement fait venir une troupe togolaise pour le protéger mais il se méfie même des résidences officielles qu'il semble désertier.

Quant à la "société civile", pour parler de la bourgeoisie, petite et grande, des dirigeants d'institutions chrétiennes, d'ONG et associations en tout genre, tous ceux-là soutiendront Gbagbo tant qu'ils auront le sentiment que ce celui-ci fait leur affaire. Mais si les choses arrivaient à se dégrader comme on peut le craindre, ils chercheront à changer de cheval, surtout s'ils trouvent une solution

de rechange ailleurs. Car ce que veut la bourgeoisie locale, c'est la calme pour continuer de s'enrichir comme par le passé.

Quant à l'impérialisme, notamment l'impérialisme français, il est clair que Chirac et compagnie qui, jusqu'à nouvel ordre, soutiennent Gbagbo ne voient pas nécessairement d'un bon oeil les atrocités commises par ce régime, non pas pour des raisons morales, mais surtout parce que de toute évidence ces atrocités ne résolvent pas la situation du point de vue des intérêts impérialistes. Elles l'aggravent plutôt. Ont-ils une solution de rechange? Il faut croire que Paris n'en voit pas dans l'immédiat, sauf peut-être d'"internationaliser" la crise et d'impliquer d'autres Etats dans sa gestion comme cela a été le cas au Libéria voisin.

COTE D'IVOIRE

AVEC L'"IVOIRISATION" DES EMPLOIS, LA XENOPHOBIE A UN AVENIR ASSURE

Par arrêté du 19 février, les autorités ivoiriennes ont décidé de procéder à l'"ivoirisation" des emplois. Ce sont les ministres Hubert Oulaye pour la fonction publique et Bohoun Bouabré pour l'économie et les finances qui ont signé ce texte.

Selon ce texte, "toute demande de visa de contrat au profit d'un travailleur non ivoirien doit être accompagnée d'un plan d'ivoirisation du poste".

Désormais, pour un visa de travail à un employé d'origine étrangère, chaque employeur est tenu de proposer un "plan d'ivoirisation" dans lequel il est tenu de s'engager à transmettre le poste en question

à un ressortissant ivoirien dans le délai n'excédant pas deux ans.

Ce texte est inacceptable car il constitue une véritable déclaration de guerre à l'encontre des non ivoiriens. Il s'inscrit dans la lignée de "l'ivoirité" qui a servi à alimenter la campagne de xénophobie débouchant sur les massacres ethniques et les déportations de populations.

Aucun travailleur ne doit se comporter en complice de ce nouveau poison déversé par les irresponsables qui gouvernent ce pays. La haine ethnique, le tribalisme et la xénophobie sont des sentiments indignes des êtres humains.

COTE D'IVOIRE**LA HAINE ETHNIQUE
EST TOUJOURS LA**

Quelle que soit l'issue de cette crise, elle laissera des traces profondes au sein de la population de ce pays. Et c'est dans ce genre de situation qu'il est plus



Abidjan : une victime des
affrontements du 25 mars

que jamais vitale qu'existe au sein de la classe ouvrière des militants et des militantes qui maintiennent contre vents et marées les idées prônant l'unité des exploités face à leurs exploités par de-là l'appartenance ethnique, régionale, nationale ou religieuse. La marche du jeudi a été l'occasion de voir que la haine entre les ethnies est latente. A Koumassi, voilà des jeunes de l'ethnie bété qui, par provocation, viennent construire un barrage devant la cour de leur voisin de quartier, des dioula. Un membre de cette cour le leur interdit. Il leur demande de le faire en face de chez eux car il ne veut pas avoir de problèmes avec la

police. Ils vont alors le dénoncer comme un marcheur, militant du RDR. Il est aussitôt arrêté par la police. Ironie du sort, ce jeune dioula est le seul supporter de Gbagbo de sa cour.

Les parents du jeune, après des recherches infructueuses dans des commissariats, vont se plaindre à la famille de la jeune fille qui l'a dénoncé. Avec toutes ces personnes qu'on retrouve mortes, leur inquiétude est légitime. En réponse, ils reçoivent à deux heures du matin, la visite des policiers. Ceux-ci escaladent le mur, jettent des grenades lacrymogènes dans la cour. Ils font sortir tout le monde et bastonnent les jeunes qu'ils ont trouvé là. Heureusement aux dernières nouvelles, le jeune enlevé, a été retrouvé vivant à la gendarmerie d'Adjamé.

Gbagbo et ses partisans aiment bien dire que l'Etat ivoirien sous leur houlette est un "Etat de droit". C'est bel et bien une dictature. Comment ces soi-disant "forces de l'ordre" peuvent escalader des murs comme des voleurs? Si à Koumassi, cela se passe ainsi, que dire des populations d'Abobo où les violations fréquentes de domicile surtout dans des quartiers précaires sont monnaie courante? Les personnes qui sont enlevées chez elles par la police, sur une simple calomnie ou dénonciation méprisante sont nombreuses et la plupart ne seront plus retrouvées. Le nombre de personnes disparues pour ne pas dire assassinées peut se chiffrer par centaines.

COTE D'IVOIREABOBO "DERRIERE LES RAILS"**DES RUMEURS PROVOQUENT DES
AFFRONTEMENTS INTER-ETHNIQUES**

La haine ethnique semée dans la population par des politiciens a fait que les relations entre les populations d'origines différentes sont à nouveau tendues. Les jours à venir n'augurent rien de bon dans les quartiers pauvres.

Le lendemain de la marche du 25 mars dernier, des rumeurs persistantes ont parcouru tout le quartier. Elles faisaient écho d'attaques du quartier. Au début, on a appris que des militaires se préparaient à faire une descente musclée pour démasquer des soi-disant assaillants qui se seraient réfugiés dans le quartier. Mais au fur et à mesure que la nuit tombait, les propos divergeaient. Tantôt c'était les gens venus de la commune soeur d'Yaman, tantôt c'était la communauté musulmane du quartier qui voulait se venger. Au même moment, les mêmes rumeurs couraient dans la même communauté musulmane pour dire que c'était les autres groupes ethniques qui voulaient l'exterminer.

Vu la persistance des rumeurs, il y eut quelques rencontres entre les responsables des différentes communautés. Mais cela ne suffit pas à désamorcer la bombe. Ainsi, pendant la nuit, les rondes furent organisées par des groupes de jeunes. Il faut signaler que la composition des groupes de surveillance était déjà source de division. Les groupes ethniques appelés communément "dioula" étaient tous d'un côté et tous les autres de l'autre côté. Le matin on apprend que trois jeunes musulmans apprentis "gbakas" ont été battus par les autres groupes de

surveillance pour ensuite être conduites au camp commando d'Abobo avec l'accusation d'être des assaillants. Ces derniers reconnus non coupables par les gendarmes ont été mis en liberté ce même jour dans l'après midi.

Cette mise en liberté fut encore source de rumeurs car les commanditaires de l'agression sauvage de la nuit précédente, pris de peur que leurs victimes ne se vengent, ont commencé à véhiculer encore d'autres fausses nouvelles. Cette fois-ci, une importante réunion fut organisée dans le quartier. Presque tous les dignitaires des différents groupes ethniques étaient présents, il y avait aussi deux des blessés de la veille. Les organisateurs de la réunion n'étaient autres que les commanditaires de l'agression. Ils se sont mués en rassembleurs, en réconciliateurs appelant tout le monde au calme et à la retenue. Il est demandé au cours de cette rencontre que les différents chefs communautaires désignent des jeunes pour qu'ensemble ils constituent des groupes de surveillance.

La communauté musulmane a au cours de cette rencontre voulu savoir qui est responsable de cette agression afin que le linge sale soit lavé sur place. Mais comme les commanditaires étaient en même temps les responsables organisateurs de la réunion, ils ont tout fait pour que cette question soit esquivée.

Aujourd'hui la situation reste toujours tendue car malgré le calme précaire qu'observe le quartier, les différents groupes de surveillance sont faits sur les mêmes critères de "dioula et non-dioula".

SENEGAL**CASAMANCE : REGION SINISTREE**

Un an et demi après le drame du naufrage du Joola, qui s'est produit dans la nuit du 26 au 27 septembre 2002, le "Collectif de coordination des victimes du Joola" annonce que plus de 830 familles de victimes n'ont toujours pas reçu un seul centime sur les 10 millions de francs CFA promis par Abdoulaye Wade à chacune d'elle. Le Collectif dénonce la multiplication des formalités imposées par les autorités pour constituer des dossiers afin d'obtenir les indemnités. De nombreuses familles isolées dans les villages ne sont pas en mesure de fournir des certificats ou des actes judiciaires attestant la disparition d'un des leurs. Il est manifeste que le gouvernement sénégalais n'a pas envie d'honorer ce qu'il avait promis devant la colère des familles qui étaient venues massivement dès le lendemain du drame crier leur indignation jusqu'au palais présidentiel. La mauvaise foi du gouvernement va jusqu'à minimiser le nombre des victimes. Selon les chiffres officiels il y aurait 1863 morts dont 500 corps ont été retrouvés et le reste se trouve encore enfermé à l'intérieur du bateau. Le Collectif, lui, en a recensé 1953 dont près de la moitié sont originaires de la Casamance.

De toute évidence il s'agit-là d'une promesse non tenue par Wade, une de plus. On se rappelle également qu'au lendemain du naufrage le président avait promis "deux bateaux dans les prochains mois". Et puis de recul en recul les deux bateaux en question devaient être inaugurés le jour du premier anniversaire du naufrage, c'est-à-dire en septembre 2003. Et puis il fut encore reculé pour le mois suivant. Jusqu'à ce jour il n'y a même pas un seul bateau de remplacement.

S'il s'agissait d'un problème de financement, pourquoi le gouvernement ne le dit-il pas franchement? Comment expliquer alors aux familles des victimes qui attendent les indemnités promises et à la population casamançaise qui espère tant sur le futur bateau que le gouvernement a trouvé une somme de 20 milliards de CFA pour la célébration de la fête de l'indépendance du 4 avril prochain? Mais Wade et son équipe ne sont pas à un mensonge près. C'est une illustration de plus de leur mépris profond des populations pauvres.

La région de la Casamance est doublement victime du Joola. D'abord par le naufrage, ensuite par l'absence du seul bateau qui tant bien que mal assurait la principale liaison avec la capitale. Il permettait à des milliers de familles d'acheminer vers Dakar les produits agricoles et de pêche. Aujourd'hui la Casamance est une région sinistrée. Tout d'abord par vingt années de guerre entre le mouvement indépendantiste MFDC et l'armée sénégalaise. Les uns comme les autres prennent les populations en otage et les terrorisent. Les rebelles brûlent les villages qui ne les soutiennent pas tandis que l'armée fait de même avec ceux qu'elle soupçonne de servir de base arrière à la rébellion. Les conséquences sont terribles pour les populations. De nombreux villages sont aujourd'hui déserts. Les habitants ont dû fuir soit vers la capitale régionale Ziguinchor soit vers la Guinée-Bissau ou la Gambie. Les champs ne sont plus cultivés. La plupart d'entre eux sont minés. Toute cette région qui est pourtant une des plus fertiles du pays et qui était réputée pour être le "grenier à riz" du Sénégal est presque à l'abandon et s'est appauvrie considérablement. Les paysans qui

jadis survivaient tant bien que mal grâce à leur propre activité agricole sont réduits à la mendicité dans les grandes villes. Selon le journal Wal Fadjri "la pauvreté qui agresse les femmes atteint des proportions inquiétantes" jusque dans la ville d'Oussouye qui ne connaissait pas jusqu'ici ce phénomène tout au moins de cette ampleur grâce à son autosuffisance alimentaire. L'absence de bateau de remplacement du Joola ne fait qu'amplifier cet étouffement. Même

ceux qui ont quelque chose à vendre ont du mal à écouler leurs produits. Le transport par la route est non seulement long et périlleux mais cher en plus.

Si le gouvernement était vraiment soucieux du bien être des populations déshéritées, cela se verrait. Mais ce qui se voit le plus ce sont les promesses non tenues et surtout le mépris à l'égard de toutes les populations déshéritées, et pas seulement celles de la Casamance.

M A L I

CAMPS MILITAIRES DIRIGES PAR LES USA

Les informations radiophoniques signalent que le gouvernement malien a accordé aux autorités américaines la création de deux camps militaires, à Gao et Tombouctou, dirigés par ces derniers. Et dans ces camps il serait question de la formation et l'entraînement de 300 soldats maliens par des officiers américains pour la lutte contre le terrorisme islamiste.

Evidemment pas question à la population locale d'approcher de ces camps militaires. Même un avion qui voulait atterrir sur un des aéroports a été obligé de retarder son atterrissage à cause des injonctions venant de ces camps militaires. Et cette situation ne plaît pas, à juste titre, à la population de cette région.

Apparemment le gouvernement malien a passé des accords avec l'impérialisme américain sans mettre au courant la population de ce pays. En échange de quoi ce service est-il

rendu à l'impérialisme américain ? Il est difficile de savoir pour l'instant.

Gao et Tombouctou sont deux petites villes dans le nord du pays, à la lisière du grand désert du Sahara. Le gouvernement malien est en butte avec la population Touareg. Il existe même une opposition armée Touareg. Et la création d'une troupe spécialisée dans la lutte armée est peut-être un des objectifs des autorités maliennes. Le gouvernement malien se constitue ainsi une force armée pour la répression de n'importe quelle révolte. Par contre côté américain c'est une façon d'avoir un pied à terre dans un des pays de l'Afrique de l'ouest.

Si les gens de la région voient cela d'un mauvais oeil, ils ont bien raison. Les ambitions du gouvernement malien ne sont pas innocentes. Cette troupe de répression peut se retourner contre la population.

AFRICAGORA**UNE ESCROQUERIE
POLITIQUE AU SERVICE
DES POLITICIENS AMBITIEUX**

Une association baptisée Africagora a tenu au courant du mois de mars 2004 un forum pour promouvoir la constitution d'une liste autonome pour les futures élections européennes. Les dirigeants de cette association dont la plupart sont des hommes d'affaires ou des intellectuels d'origine africaine ayant la nationalité française reprochent aux grands partis politiques français de leur fermer la porte ou tout au moins de rechigner pour les placer dans leurs listes en position d'éligibilité. Ils ambitionnent par conséquent de regrouper derrière eux tous les ressortissants d'origine africaine ayant acquis le droit de vote pour parvenir à leur but, celui de faire carrière dans la politique. Pour y parvenir ils n'hésitent pas à faire de la démagogie bon marché : celle qui consiste à dire que si l'on ne voit pas dans les parlements français ou européens, de même que dans les conseils de région comme dans les municipalités des élus d'origine africaine, ce serait à cause du racisme des partis politiques. Mais en voulant constituer une liste purement "africaine" ils ne luttent pas contre le racisme qu'ils dénoncent

mais au contraire participent à la "communautarisation" des ressortissants d'origine africaine.

En réalité ce que veulent les dirigeants d'Africagora, c'est faire pression sur les dirigeants politiques français pour qu'ils daignent leur faire un peu de place pour se hisser dans la sphère des politiciens et obtenir quelques privilèges liés à la fonction d'élu. Certains d'entre eux obtiendront peut être demain quelques postes de sinécure comme Fodé Sylla, ex-dirigeant de SOS-Racisme ou Kofy Yamgnam, ancien secrétaire d'Etat de Mitterrand. Mais les travailleurs eux, qu'ils aient ou non le droit de vote, n'ont aucun intérêt à servir de marche-pied à ces politiciens bourgeois ambitieux qui n'ont que faire de leurs conditions d'existence. Ceux qui veulent vraiment défendre leurs intérêts de classe, qui veulent que leurs conditions s'améliorent, peuvent rejoindre les syndicats ou les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière déjà existant en France et y militer en s'associant avec l'ensemble des ouvriers de France pour se défendre collectivement.

**IL Y A DIX ANS DEBUTAIT
LE GENOCIDE RWANDAIS**

Le 7 avril 1994, l'avion du président rwandais Juvenal Habyarimana a été abattu d'un tir de missile à proximité de l'aéroport de Kigali. Outre le président rwandais, l'avion transportait également son homologue burundais Cyprien Ntaryamira ainsi qu'un équipage français en "service commandé". Qui a tiré le ou les missiles? Des

mercenaires "blancs", des extrémistes hutus (l'ethnie des deux chefs d'Etat à bord de l'avion), des rebelles du FPR, actuel parti au pouvoir? L'énigme n'est pas résolue.

Mais cet attentat a déclenché un véritable génocide dans le pays. En moins de 100 jours, près d'un million de Tutsis et de Hutus

modérés (partisans d'un gouvernement de cohabitation) vont être éliminés



Juin 1994: l'armée française cautionne le massacre des Tutsis

à coups d'armes automatiques et de machettes par les partisans d'Habyarimana. Le régime du dictateur bénéficiait du soutien de la France et Habyarimana était un ami personnel de Mitterrand. Les militaires et gendarmes français étaient présents dans le pays aux côtés de leurs homologues locaux qu'ils armaient et encadraient.

Depuis le début des années 90, plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés ainsi que des milices extrémistes hutus (les Interahamwe) menaient une chasse à l'homme contre les membres de l'ethnie Tutsi minoritaire dans le pays. Les notables haut placés couvraient les massacres. Des scènes d'exactions selon l'appartenance ethnique se déroulaient chaque jour sans que les grandes puissances en particulier la France et la Belgique (ancien pays colonisateur du Rwanda) n'y trouvent à redire. Les grands journaux et surtout la "Radio mille collines", déversaient sans relâche leur dose de haine ethnique et leurs appels au meurtre quotidiens.

Aux premiers jours du génocide

une grande partie des militaires français ont laissé la place aux casques bleus de l'ONU. Dans le même temps les attaques du FPR, une armée de résistance tutsie entraînée à partir de l'Ouganda, bénéficiant d'une sorte d'approbation des USA, ont fini par renverser le régime de Kigali. Leur chef, Paul Kagamé, est actuellement à la tête du Rwanda. Ce nouveau régime est une dictature.

Sous prétexte de sécuriser ses frontières, le Rwanda occupe militairement une partie du RDC voisin (ex Zaïre). Il a contribué à la chute du régime de Mobutu en soutenant militairement la rébellion armée dirigée par Laurent Désiré Kabila. Ce soutien n'était pas désintéressé puisque depuis cette époque, Kigali garde la haute main sur l'exploitation des diamants dont le sous sol de cette région regorge.

Toute cette partie de l'Afrique, le pays des grands lacs, a basculé dans l'instabilité et les conflits ethniques inextricables dirigés par des chefs de guerre qui règnent en maîtres sur les territoires qu'ils contrôlent. Les richesses, diamants, or, minerais rares, continuent à être écoulées vers les marchés occidentaux. Les armes suivent un chemin inverse. Les populations n'ont jamais eu droit à autre chose qu'à mener une existence misérable. Ce dénuement ne cesse de s'aggraver puisque la loi, ne serait-ce que celle des Etats centraux, a cessé d'être appliquée dans les régions de non droit échappant à tout contrôle autre que celui des bandes armées. Derrière les Etats et derrière les seigneurs de guerre, il y a les rois des mines et les marchands de canons. Ils ont pignon sur rue dans les grandes métropoles d'Europe et d'Amérique. L'enfer pour les populations pauvres du continent Africain, et le paradis pour les riches actionnaires des trusts et des banques. C'est aussi cela, le système capitaliste.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.